

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1921.

Projet de loi organisant la liquidation de la dotation des combattants (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. CRICK.

MESSIEURS,

Le projet de loi a été adopté dans les six sections à l'unanimité des membres présents. Il résulte de la lecture des procès-verbaux des séances que le texte proposé n'a fait l'objet d'aucune critique.

Aussi votre Section centrale, également unanime, vous convie-t-elle à vous rallier au projet déposé par le Gouvernement ainsi qu'aux amendements qu'il a cru devoir y apporter.

Il a amendé les articles 6, 7, 8, 9, 10 et a soumis à notre examen un nouvel article 12.

Les modifications ainsi apportées au texte primitif se justifient par les considérations suivantes :

A. ARTICLE 6 AMENDÉ.

En réalité, les prêts sur nantissements qui y sont prévus ne seront pratiquement accordés que par un seul établissement : la Société Coopérative que viennent de créer toutes les grandes banques du pays.

La Société Coopérative dont il est question a estimé que la procédure proposée à l'article 6 ancien était compliquée et basée sur une hypothèse qui ne se réaliserait pas : celle où l'emprunteur devrait, à des échéances déterminées, rembourser une certaine somme aux créanciers. Dans la pratique, l'emprunteur n'aura aucun paiement périodique à faire aux banquiers. Ceux-ci se substitueront à lui en ce qui concerne la faculté de toucher l'intérêt et un sixième du capital du titre annuellement jusqu'à ce que la

(1) Projet de loi, n° 287.

(2) La Section centrale, était composée de MM. Tibbaut, président, Crick, Pirmez, Dierkens, Périquet, Golenvaux et Moury.

créance soit entièrement satisfaite. Lorsque les créanciers seront entièrement remboursés, le débiteur pourra purement et simplement rentrer en possession de son titre. La nouvelle manière de faire proposée est beaucoup plus simple que celle prévue antérieurement et par conséquent à l'avantage des deux parties.

B. ARTICLES 7 ET 10 AMENDÉS.

Ils doivent être examinés conjointement.

Les raisons invoquées en faveur de l'article 10 remanié justifient la suppression du mot « gratis » proposée à l'article 7.

L'article 10 du projet de loi disposait que :

« Les pièces nécessaires à l'exécution de la ... loi sont délivrées gratis et » exemples de droits de timbre, de greffe et d'enregistrement. »

Cette rédaction laisse subsister intacte l'obligation éventuelle de la formalité de l'enregistrement, laquelle aurait lieu gratis. — Or, le projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales, qui vient d'être présenté aux Chambres (*document parl.* n° 296) contient précisément un article (n°6), exemptant de la *formalité* de l'enregistrement une série importante d'actes et pièces qui, sous l'empire de la législation actuelle, sont enregistrables.

On n'aperçoit donc plus aucune utilité à maintenir l'obligation de la formalité en ce qui concerne les actes et pièces nécessaires à l'exécution de la loi sur la dotation des combattants et, pour éviter aux receveurs des besognes matérielles improductives, il y a lieu de supprimer cette obligation au moyen d'un amendement qui consistait à intercaler avant les mots « d'enregistrement » l'expression « de la formalité ».

Si l'article 10 n'était pas amendé il y aurait encore une autre remarque à faire. L'exemption d'impôt est décrétée pour « les pièces nécessaires à l'exécution de la loi ». Cette expression prête à des interprétations diverses qu'il serait opportun d'éviter. En réalité le projet veut affranchir de tous frais quelconques non seulement les actes ou pièces que les combattants devront produire pour se faire octroyer la dotation, mais aussi tous les actes civils, judiciaires ou extrajudiciaires dont il est question dans le projet de loi. C'est dans cet ordre d'idées qu'a été rédigé à nouveau l'article 10.

Ce dit article 10 spécifiant en toutes lettres que les actes de notoriété dont la production peut être exigée pour l'exécution de la loi du 23 août 1920 et de celle examinée actuellement, doivent être délivrés gratis, il a paru inutile de conserver à l'article 7 le mot « gratis » dans la phrase : « les actes de notoriété nécessaires sont délivrés *gratis* par les juges de paix ».

C) ART. 8 amendé et ART. 12 nouveau.

Ces deux articles doivent également être étudiés conjointement.

L'insuffisance des ressources mises à la disposition du Fonds des Combattants par l'article 10 de la loi du 23 août 1920 a décidé le Gouvernement à prendre à sa charge l'obligation d'assurer la liquidation des allocations dues aux militaires de la guerre 1914-18.

A cet effet, un subside de 150 millions a été inscrit au Budget, tableau XVII, dépenses extraordinaires, article n° 162 (Défense Nationale).

Il a paru nécessaire de modifier en conséquence le texte du projet de loi. De plus, l'État s'étant chargé de l'obligation de liquider la dotation, le Fonds des Combattants a renoncé aux ressources spéciales qui lui étaient attribuées par la loi du 25 août 1920. C'est ce qui fait l'objet de l'article 12 nouveau. Cette disposition a le grand avantage de simplifier considérablement la comptabilité des receveurs des droits de successions. Si elle n'avait pas été prise, il aurait été nécessaire que ces fonctionnaires distinguassent entre les ressources provenant de l'augmentation du taux des droits de succession décrétée par la loi du 16 août 1920, puis affectée au Fonds des Combattants par la loi du 25 août suivant, et le restant des recettes provenant des droits de succession. Les premières de ces ressources auraient dû être inscrites au Budget pour ordre et les secondes au Budget des Voies et Moyens, d'où complication.

D) ARTICLE 9 AMENDÉ.

Dans le but de faciliter les retraits de fonds aux anciens combattants, il est prévu que ceux-ci pourront s'effectuer :

- 1° au siège de la Caisse d'Épargne;
- 2° dans les agences de la Banque Nationale de Belgique;
- 3° dans tous les bureaux des postes ouverts au service de l'épargne.

En fait, les avances de la Caisse d'Épargne seront limitées aux retraits qui s'effectueront à sa caisse centrale et à ceux qu'elle remboursera journellement ou hebdomadairement à la Banque Nationale de Belgique.

Quant aux retraits — vraisemblablement plus nombreux et plus importants dans leur ensemble — qui seront demandés dans les bureaux de postes, ils seront réglés au moyen de fonds appartenant à l'État (Administration des Postes).

Pour les avances de la Poste, la situation sera établie par quinzaine comme celle des opérations du service de la Caisse d'Épargne proprement dit et seront à la différence de ces dernières, effectuées pour le compte du Trésor et remboursées directement par lui à l'Administration créancière, au moyen de mandats à imputer sur le Fonds spécial *Dotation des Combattants*. Il est donc tout à fait inutile que la Caisse d'Épargne intervienne par voie d'avances de fonds.

Le Rapporteur,

MAURICE CRICK.

Le Président,

EM. TIBBAUT.



(1)

ANNEXE AU N° 450.

PROJET DE LOI

organisant la liquidation de la Dotation des Combattants.

ET

Texte proposé par la Section centrale.

BIJLAGE VAN N° 450.

WETSONTWERP

tot regeling der verevening van de Begiftiging der Strijders

EN

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ARTICLE PREMIER.

Les allocations attribuées aux militaires de la guerre 1914-1918, conformément aux dispositions des articles 1, 2, 4 et 6 de la loi du 25 août 1920, sont inscrites sur des titres individuels délivrés en témoignage de reconnaissance par le *Fonds des Combattants* au nom de la Nation. Ces titres sont assimilés aux effets publics nationaux visés à l'article 8 des lois du 3 mai 1850, du 20 mai 1872 et du 26 mars 1900 combinées suivant arrêté royal du 7 août 1900. Aux sommes qui y figurent sont applicables, sauf dispositions contraires, les lois, arrêtés et règlements en vigueur pour les dépôts à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

ART. 2.

Les sommes inscrites aux titres susdits sont productives d'intérêts à partir du 1^{er} janvier 1921 au taux de 5 p. c. l'an à charge de la Nation. Ces titres ne peuvent pas recevoir l'inscription de versements effectués par les titulaires personnellement,

ART. 3.

Les titulaires des livrets peuvent obtenir le paiement de leur avoir, en principal, dans la limite de un sixième par année écoulée ou simplement commencée depuis le 1^{er} jan-

EERSTE ARTIKEL.

De toelagen verleend aan de militairen van den oorlog 1914-1918, overeenkomstig de bepalingen der artikelen 1, 2, 4 en 6 der wet van 25 Augustus 1920, worden aangegevend op persoonlijke titels, als blijk van erkentelijkheid door het *Strijdersfonds* in naam der Natie uitgegeven. Deze titels worden gelijkgesteld met de nationale openbare effecten bedoeld bij artikel 8 der wetten van 5 Mei 1850, van 20 Mei 1872 en van 26 Maart 1900 in verband gebracht volgens Koninklijk besluit van 7 Augustus 1900. Op de daarop ingeschreven sommen zijn van toepassing, behoudens strijdige bepalingen, de wetten, besluiten en verordeningen van kracht aangaande de inlagen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

ART. 2.

De op gemelde titels aangetekende sommen brengen interest op van 1 Januari 1921 af tegen 5 t. h. 's jaars, ten laste van de Natie. Deze titels kunnen niet bekleed worden met inschrijving van inlagen, door de titularissen persoonlijk gedaan.

ART. 3.

De titularissen der boekjes kunnen betaling van hun tegoed, in hoofdsom, erlangen binnen de grens van één zesde per jaar dat verlopen of alleen begonnen is sedert 1 Ja-

ANNEXE AU N° 450.

BIJLAGE VAN N° 450.

Texte proposé par la Section Centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre).

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens).

ART. 2.

(Comme ci-contre).

ART. 2.

(Zooals hiernevens).

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

ART. 3.

(Zooals hiernevens).

Texte du projet de loi.

vier 1921. Les paiements du principal et des intérêts ont lieu chaque année à partir du 1^{er} juillet.

ART. 4.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 la totalité de l'actif en principal et intérêts devient immédiatement exigible, en cas de décès des titulaires des titres, avant l'expiration de la sixième année.

ART. 5.

Les titres délivrés en exécution de la présente loi sont insaisissables. Peuvent faire opposition au retrait des fonds, la femme et les enfants du militaire qui ont assigné leur époux et père devant les tribunaux pour obtenir l'exécution d'une obligation légale.

L'opposition est notifiée au Directeur Général de la Caisse d'Épargne et de Retraite par lettre recommandée à la poste; une copie de l'exploit d'ajournement y est jointe. L'opposition suit le sort de l'action en justice.

ART. 6.

Les titres émis en exécution de la présente loi sont incessibles. Néanmoins, ils peuvent être donnés en gage pour sûreté de prêts n'excédant pas 80 p. c. de leur montant; les prêts sont exclusivement consentis par des établissements de crédit ou banques agréées par le *Fonds des Combattants*.

Tekst van het wetsontwerp.

nuari 1921. De betalingen van de hoofdsom en van de interesten geschieden ieder jaar van 1 Juli af.

ART. 4.

Met afwijking van de bepalingen van artikel 3 wordt het totaal bedrag van het tegoed in hoofdsom en interesten onmiddellijk opvorderbaar, in geval van overlijden der titularissen van de titels, vóór het eindigen van het zesde jaar.

ART. 5.

De ter uitvoering van deze wet verstrekte titels zijn onaantastbaar. Kunnen verzet aantekenen tegen geldopneming de vrouw en de kinderen van den militair, die hunnen echtgenoot en vader voor de rechtbanken hebben gedaagd om de uitvoering eener wettelijke verplichting te bekomen.

Het verzet wordt den Algemeenen Bestuurder der Spaar- en Lijfrentekas beteekend bij ter post aangezekende brief; een afschrift van het dagvaardingsexploot wordt daarbij gevoegd. Het verzet deelt het lot van het rechtsgeding.

ART. 6.

De ter uitvoering van deze wet uitgegeven titels zijn onafstaanbaar. Evenwel mogen zij in pand gegeven worden tot zekerheid van leeningen die 80 t. h. van hun bedrag niet overschrijden; de leeningen worden uitsluitend toegestaan door de credietinrichtingen of banken aangenomen door het *Strijdersfonds*.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 5.

(Zooals hiernevens.)

ART. 6.

1. (Premier, deuxième et troisième alinéa comme ci-contre.)

ART. 6.

1. (Eerste, tweede en derde lid zooals hiernevens.)

Texte du projet de loi.

Le gage est constitué par acte authentique ou sous seing privé. Il ne met obstacle aux paiements entre les mains du titulaire qu'à dater du moment où l'acte est notifié au Directeur Général de la Caisse d'Épargne. Il ne confère de privilège au créancier qu'à la condition que celui-ci ait été mis et soit resté en possession du titre.

La notification du contrat peut être faite par lettre recommandée à la poste. Le gage aura date certaine à dater de cette notification sans devoir être soumis aux formalités de l'enregistrement.

A défaut de paiement à l'échéance de la créance garantie par le gage, le créancier peut se faire subroger, à due concurrence, dans les droits du débiteur par ordonnance du Président du tribunal de première instance, de l'arrondissement où le gage a été constitué, statuant sur requête.

La requête en abrogation ne peut être introduite que quinze jours après une mise en demeure, notifiée à l'emprunteur. L'ordonnance du Président est signifiée au débiteur. Celui-ci peut, dans le délai de dix jours de cette signification, faire assigner son créancier devant le Tribunal de première instance pour entendre statuer sur la contestation qu'il soulèverait.

Tekst van het wetsontwerp.

Het pand wordt gesteld bij authentieke of onderhandsche akte. Het verhindert de betalingen in handen van den titularis slechts vanaf het oogenblik dat de akte aan den Algemeenen Bestuurder der Spaarbank is beteekend. Het verleent slechts voorrecht aan den schuldeischer, mits deze in 't bezit van den titel gesteld en gebleven zij.

De beteekening van het contract mag bij ter post aangeteekenden brief geschieden. Het pand zal vaste dagteekening verkrijgen vanaf den datum van die beteekening zonder aan de formaliteiten der registratie onderworpen te moeten worden.

Bij gebrek aan betaling op den vervalldag van de door het pand gedekte schuldvordering, kan de schuldeischer zich tot het verschuldigd bedrag in de rechten van den schuldenaar doen stellen bij bevelschrift van den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement waar het pand werd gesteld, uitspraak doende op verzoekschrift.

Het verzoekschrift tot de indeplaatsstelling kan slechts ingediend worden vijftien dagen na eene in vertoefstelling, aan den ontleener beteekend. Het bevelschrift van den Voorzitter wordt beteekend aan den schuldenaar. Deze kan, binnen het tijdsbestek van 10 dagen na deze beteekening, zijnen schuldeischer doen dagvaarden voor de Rechtbank van eersten aanleg om te hooren uitspraak doen over de betwisting die hij zou doen rijzen.

Texte proposé par la Section Centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

2. Remplacer les alinéas 4, 5 et 6 par le texte ci-dessous :

Le créancier gagiste percevra aux échéances l'intégralité des intérêts et des capitaux du titre donné en gage et les imputera sur sa créance.

2. De alinea's 4, 5 en 6 te vervangen door den volgende tekst :

De pandhebbende schuldeischer zal het geheel bedrag der interesten en kapitalen van den in pand gegeven titel inoorderen op de vervaldagen en ze in mindering van zijne schuldvordering brengen.

Texte du projet de loi.

Le délai pour interjeter appel du jugement au Tribunal est de dix jours à dater de sa signification.

ART. 7.

Les allocations accordées en exécution de l'article 5 de la loi du 25 août 1920, aux ayants-droit des militaires morts au cours de la campagne, sont liquidées directement au profit des intéressés, après justification de leurs droits et à l'intervention de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Les actes de notoriété nécessaires sont délivrés gratis par les juges de paix.

ART. 8.

Les dépenses à résulter de l'exécution de la présente loi et de la loi du 25 avril 1920, sont imputées sur un fonds spécial à ouvrir au budget des recettes et des dépenses pour ordre sous la dénomination *Dotation des Combattants*; ce fonds est alimenté par les produits désignés par l'art. 10 de la loi du 25 août 1920, ainsi que par les ressources généralement quelconques, legs, dons, souscriptions publiques, etc., à recueillir par le *Fonds des Combattants*, institué par l'article 7 de la même loi.

Il est pourvu à l'insuffisance du fonds spécial au moyen d'un sub-

Tekst van het wetontwerp.

Het tijdsbestek tot het instellen van beroep tegen het vonnis der Rechtbank bedraagt tien dagen dagteekende van zijne beteekening.

ART. 7.

De toelagen verleend, ter uitvoering van artikel 5 der wet van 25 Augustus 1920, aan de rechthebbers der tijdens den veldtocht overleden militairen worden rechtstreeks ten voordeele van de belanghebbers verevend, na bewijsoverlevering hunner rechten en door tusschenkomst van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. De noodige akten van bekendheid worden door de vrederechters kosteloos verstrekt.

ART. 8.

De uitgaven naar aanleiding van de uitvoering dezer wet en der wet van 25 April 1920, worden bestreden uit een bijzonder fonds, op de begroting der ontvangsten en der uitgaven voor order te openen onder de benaming: *Begiftiging der Strijders*; dit fonds wordt gestijfd door de middelen aangeduid in artikel 10 der wet van 25 Augustus 1920, alsmede door de inkomsten van om 't even welken aard, legaten, giften, openbare inschrijvingen, enz., door het bij artikel 7 derzelfde wet ingestelde *Strijdersfonds* te verwerven.

In de ontoreikendheid van het bijzonder fonds wordt voorzien door

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 7.

Supprimer le mot « gratis » dans la dernière phrase.

(Le surplus comme au texte ci-contre).

ART. 7.

Het woord « kosteloos » in den laatsten volzin te doen wegvallen.

(Het overige zooals in den tekst hiernevens).

ART. 8.

Rédiger cet article comme il suit :

Les dépenses à résulter de l'exécution de la présente loi et de la loi du 25 août 1920 sont imputées sur un fonds spécial ouvert au budget des recettes et dépenses pour ordre, sous la dénomination *Dotation des Combattants* et alimenté par le *Fonds des combattants*.

Celui-ci verse au dit fonds toutes les sommes dont il dispose, legs, dons, souscriptions, etc., ainsi que le subside que l'État lui alloue annuellement, pour parer à l'insuffisance de ses ressources.

Le crédit nécessaire à la liquidation du subside dont il s'agit est

ART. 8.

Dit artikel te doen luiden :

De uitgaven wegens de uitvoering dezer wet en der wet van 25 Augustus 1920 worden bestreden uit een bijzonder fonds, op de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order geopend onder de benaming : *Begiftinging der Strijders* en in stand gehouden door het *Strijdersfonds*.

Dit laatste fonds stort in het eerst-gemelde al de sommen waarover het beschikt, legaten, giften, inschrijvingen, enz., alsmede de toelage welke de Staat elk jaar daaraan verleent, om in de ontoereikendheid zijner middelen te voorzien.

Het crediet, dat noodig is tot uitbetaling van bedoelde toelage, wordt

Texte du projet de loi.

side à imputer sur un crédit à inscrire annuellement au Budget du Ministère des Finances (Dépenses extraordinaires).

ART. 9.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite avance dans la mesure de ses disponibilités, les sommes nécessaires pour faire face aux demandes de retrait de fonds.

Les avances ainsi consenties portent intérêt au taux de 5 p. c. l'an à compter du jour du décaissement des fonds inclusivement.

Elles sont remboursées, avec les intérêts courus, à l'expiration de chaque mois.

En cas d'insuffisance des disponibilités de la Caisse d'Épargne, des fonds sont mis à la disposition de celle-ci à titre d'acompte sur les avances mensuelles.

ART. 10.

Les pièces nécessaires à l'exécution de la présente loi sont délivrées gratis et exemptes de droits de timbre, de greffe et d'enregistrement.

Tekst van het wetsontwerp.

middel van eene bijdrage, aan te rekenen op een crediet jaarlijks uit te trekken op de Begrooting van het Ministerie van Financiën (Buitengewone uitgaven).

ART. 9.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas verleent, naar de mate van hare beschikbare gelden, de sommen noodig om gevolg te geven aan de verzoeken tot geldopneming.

De aldus verleende voorschotten brengen interest op tegen 5 t. h. 's jaars met ingang van den dag van de betaling.

Zij worden, te gelijk met de verworven interesten, na verloop van iedere maand terugbetaald.

In geval van ontoereikendheid van de beschikbare gelden der Spaarkas, wordt geld ter beschikking derzelve gesteld ten titel van vooruitbetaling op de maandelijksche voorschotten.

ART. 10.

De stukken noodig tot de uitvoering dezer wet worden kosteloos verstrekt en vrijgesteld van zegel-, griffies- en registratierecht.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

inscrit au budget du Ministère de la Défense Nationale, parmi les dépenses extraordinaires.

op de begrooting van het Ministerie van Landsverdediging uitgetrokken onder de buitengewone uitgaven.

ART. 9.

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite, dans la limite de ses disponibilités, avance les sommes nécessaires pour faire face aux retraits de fonds qui seront opérés directement par ses soins ou par l'entremise de la Banque Nationale de Belgique.

Les avances ainsi consenties portent intérêt au taux de 5 p. c. l'an à compter du jour du décaissement des fonds inclusivement.

Elles sont remboursées, avec les intérêts courus, à l'expiration de chaque mois.

ART. 9.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas verleent, voor zoover hare gelden beschikbaar zijn, de noodige voorschotten om te voldoen aan de terugbetalingen van gelden; deze geschieden rechtstreeks door haar toedoen of door tussenkomst der Nationale Bank van België.

De aldus verleende voorschotten brengen interest op tegen 5 p. h. 's jaars met ingang en inbegrip van den dag van de betaling.

Zij worden, te gelijk met de verworven interesten, na verloop van iedere maand terugbetaald.

ART. 10.

Sont exempts :

1^o Du droit de succession, les legs faits au Fonds des Combattants;

2^o De la taxe d'affichage, les affiches apposées par cette institution;

3^o De la formalité de l'enregistrement, ainsi que des droits de timbre et de greffe, les certificats, actes de notoriété, procurations et quittances, les titres de créance ou livrets

ART. 10.

Zijn vrijgesteld :

1^o Van het successierecht, de legaten ten bate van het Strijdersfonds;

2^o Van de belasting op de plakbrieven, de plakbrieven door deze instelling aangeplakt;

3^o Van de formaliteit der registratie, alsmede van de zegel- en griffierechten, de getuigschriften, akten van bekendheid, volmachten en kwijtbrieven, titels van schuld-

Texte du projet de loi.
—Tekst van het wetsontwerp.
—**Art. 11.**

Un arrêté royal déterminera la forme des livrets spéciaux et précisera les mesures d'exécution nécessaires pour la mise en vigueur de la loi.

Art. 11.

Een Koninklijk besluit bepaalt den vorm der bijzondere boekjes en omschrijft de maatregelen van uitvoering noodig tot de inwerkingstelling der wet.

Texte proposé par la Section centrale.

remis aux Combattants, les prêts ou ouvertures de crédit sur gage consentis à ceux-ci, les dons faits au dit Fonds et, généralement, tous les actes civils, judiciaires ou extrajudiciaires faits ou dressés et les décisions rendues en vertu et pour l'application de la présente loi et de la loi du 25 août 1920.

Sont délivrés gratuitement tous certificats, actes de notoriété et autres, dont la production peut être exigée pour l'exécution de ces lois.

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

ART. 12 (nouveau).

L'article 10 de la loi du 25 août 1920 est abrogé; les produits qui y sont désignés comme devant être attribués au Fonds des Combattants restent acquis à l'État.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling

vorderingen of boekjes afgeleverd aan de Strijders, de leeningen of credietopeningen aan dezen toegestaan op inpandgeving, de giften ten bate van gezegd Fonds en, over 't algemeen, al de burgerlijke, gerechtelijke of buitengerechtelijke akten verleden of opgemaakt, alsmede de beslissingen gegeven krachtens en voor de toepassing dezer wet en der wet van 25 Augustus 1920,

Al de getuigschriften, akten van bekendheid en andere, waarvan het voorleggen tot uitvoering dier wetten kan worden geëischt, worden kosteloos afgeleverd.

ART. 11.

(Zooals hiernevens.)

ART. 12 (nieuw).

Artikel 10 der wet van 25 Augustus 1920 wordt ingetrokken; de opbrengsten, die daarin zijn vermeld als mortende aan het Strijdersfonds toegekend worden, blijven het eigendom van den Staat.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 JULI 1921.

Wetsontwerp

tot regeling der verevening van de begiftiging der strijders ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CRICK.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp werd in de zes Afdeelingen door de aanwezige leden met eenparige stemmen goedgekeurd. Uit de processen-verbaal der vergaderingen blijkt, dat de voorgestelde tekst tot geene betwisting hoegenaamd aanleiding gaf.

Ook is uwe Middenafdeeling het eens om u te verzoeken uwe goedkeuring te hechten aan het door de Regeering ingediende ontwerp, alsmede aan de amendementen welke zij noodig geacht heeft voor te stellen.

De Regeering heeft wijziging gebracht in de artikelen 6, 7, 8, 9, 10 en een nieuw artikel 12 aan uw onderzoek onderworpen.

De eerste tekst werd op grond van de volgende beschouwingen gewijzigd :

A. Art. 6, gewijzigd.

Feitelijk zullen de leeningen op inpandgeving, die in dit artikel worden voorzien, slechts door eene enkele instelling worden verleend, namelijk door de Samenwerkende Maatschappij welke door al de groote banken des Lands pas werd tot stand gebracht.

De Samenwerkende Maatschappij, waarvan sprake, was van gevoelen, dat de te volgen weg, bij het vroeger artikel 6 voorgesteld, ingewikkeld was en tot grondslag eene onderstelling had, welke geene werkelijkheid worden zou, namelijk deze, dat de ontleener op bepaalde vervaldagen eene zekere som aan de pandhebbende schuldeischers zou moeten terugbetalen. Practischerwijs zal de ontleener geene periodieke betalingen hoegenaamd aan de bankiers moeten

(1) Wetsontwerp, n° 287.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Tibbaut, voorzitter, Crick, Pirmez, Dierkens, Périquet, Golenvaux en Moury.

doen. Dezen zullen zich in zijne plaats stellen om jaarlijks en totdat de schuld-vordering volkomen vereffend is, den interest en een zesde van het kapitaal te innen. Eenmaal dat de schuldeischers volkomen terugbetaald zijn, zal de schuldenaar eenvoudig, en zonder meer, zijnen titel kunnen terugkrijgen. De nieuw voorgestelde regeling is veel eenvoudiger dan de eerste en dienvolgens in het voordeel van beide partijen.

B. ARTIKEL 7 EN 10 GEWIJZIGD.

Zij moeten tegelijkertijd worden onderzocht.

De weglating van het woord « kosteloos » in artikel 7 geschiedt op grond van de redenen aangevoerd tot wijziging van artikel 10.

Artikel 10 van het ontwerp luidde als volgt :

« De stukken noodig tot de uitvoering der wet worden kosteloos verstrekt en vrijgesteld van zegel-, griffie- en registratierechten. »

Deze tekst laat onverlet de mogelijke verplichting van de formaliteit der registratie, welke kosteloos zou geschieden. — Nu, het wetsontwerp houdende invoering van nieuwe fiscale middelen, dat onlangs bij de Kamer werd ingediend (*Stukken*, n^o 296), bevat een artikel (n^o 6), waardoor van de formaliteit der registratie eene aanzienlijke reeks akten en stukken worden vrijgesteld, die, krachtens de bestaande wetten, kosteloos mogen geregistreerd worden. Er is dus geen nut meer, de verplichting van de formaliteit te behouden, wat betreft de akten en stukken die noodig zijn ter uitvoering van de wet op de dotatie der oudstrijders, en om aan de ontvangers een onnuttig stoffelijk werk te sparen, dient men deze verplichting op te heffen door middel van een amendement, waarbij vóór de woorden « registratie » de woorden « van de formaliteit » worden ingelascht.

Zoo artikel 10 niet, gewijzigd werd, zou er nog eene andere opmerking te maken zijn. De vrijstelling van belasting werd aangenomen voor « de stukken noodig ter uitvoering van de wet ». Deze uitdrukking kan op verschillende wijzen verklaard worden, en dit dient te worden vermeden. In werkelijkheid wil het ontwerp van alle kosten hoegenaamd ontslaan niet alleen de akten of stukken die de oudstrijders zullen moeten overleggen om de dotatie te verkrijgen, maar ook alle burgerlijke, gerechtelijke en buitenrechtelijke akten, waarvan sprake is in het wetsontwerp. Het is in dien geest dat artikel 10 opnieuw werd opgesteld.

Daar dit artikel 10 voluit bepaalt dat de akten van bekendheid, waarvan de overlegging kan gevraagd worden ter uitvoering van de wet van 25 Augustus 1920 en van deze welke thans wordt onderzocht, kosteloos moeten afgeleverd geworden, oordeelde men het nutteloos, bij artikel 7 het woord « kosteloos » te behouden in den zin : « De noodige akten van bekendheid worden door de vrederechters kosteloos afgeleverd. »

C. ART. 8 (gewijzigd) en ART. 12 (nieuw).

Deze twee artikelen moeten eveneens te zamen onderzocht worden.

De ontoereikendheid der geldmiddelen, ter beschikking gesteld van het

Oudstrijdersfonds krachtens artikel 10. der wet van 25 Augustus 1920, heeft de Regeering er toe gebracht, de verplichting op zich te nemen van de vereffening der tegemoetkomingen verschuldigd aan de oudstrijders van 1914-1918.

Te dien einde werd een crediet van 150 miljoen uitgetrokken, op de Begrooting, tabel XVII, buitengewone uitgaven, artikel n^o 162 (Landsverdediging).

Het werd noodig geoordeeld, in dien zin den tekst van het wetsontwerp te wijzigen. Daar de Staat bovendien de verplichting van de vereffening der dotatie heeft op zich genomen, heeft het Oudstrijdersfonds afgezien van de bijzondere hulpmiddelen, die daaraan waren toegekend door de wet van 25 Augustus 1920. Dat is het doel van het nieuw artikel 12.

Deze bepaling heeft het groote voordeel, op beduidende wijze de boekhouding der ontvangers van de successierechten te vereenvoudigen. Ware zij niet getroffen geworden, dan zou het noodig geweest zijn dat deze ambtenaren een onderscheid maakten tusschen de geldmiddelen voortvloeiende uit de verhooging van het bedrag der successierechten, ingevoerd door de wet van 16 Augustus 1920, daarna bestemd voor het Oudstrijdersfonds bij de wet van 25 Augustus daaropvolgend, en het overige van de ontvangsten voortkomende van de successierechten. Eerstgenoemde geldmiddelen had men moeten uittrekken op de Begrooting voor Order, en de andere op de Begrooting van 's Lands Middelen; dit gaf aanleiding tot verwikkeling.

D. Art. 9 (gewijzigd).

Met het doel het ophalen der sommen voor de Oudstrijders te vergemakkelijken, wordt er voorzien dat dit zal kunnen gedaan worden :

- 1^o Ten zetel van de Spaarkas;
- 2^o In de agentschappen van de Nationale Bank van België;
- 3^o In al de postkantoren, waar kan gestort worden voor de Spaarkas.

In feite zullen de voorschotten der Spaarkas beperkt blijven tot de terugbetalingen die zullen gedaan worden bij hare Centrale Kas, en tot deze, die zij dagelijks of wekelijks zal uitkeren aan de Nationale Bank van België.

Wat aangaat de terugbetalingen die zullen gevraagd worden in de postkantoren, — waarschijnlijk zullen zij in hun geheel talrijker en belangrijker zijn — deze zullen geregeld worden door middel van sommen die aan den Staat behoren (Beheer der Posterijen).

De voorschotten van de Post zullen geregeld worden per veertien dagen, zooals gedaan wordt voor de verrichtingen van den dienst der eigenlijke Spaarkas, en zullen, in tegenstelling met deze laatste, gedaan worden voor rekening van de Schatkist en door deze rechtstreeks uitgekeerd worden aan het Schuldvorderend Beheer, door middel van mandaten, over te brengen op het bijzonder fonds *Begiftinging der Oudstrijders*. Het is dus volstrekt nutteloos dat de Spaarkas tusschenkome door middel van voorschotten.

De Verslaggever,

MAURICE CRICK.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.